

Unité départementale de l'Artois
12, avenue de Paris
62400 BETHUNE

Béthune, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SURSCHISTE

Chemin du Brôlé
62440 HARNES

Références : 198-2023
Code AIOT : 0007004328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement SURSCHISTE implanté Chemin du Brôlé à HARNES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SURSCHISTE
- Chemin du Brôlé – 62440 HARNES
- Code AIOT dans GUN : 0007004328
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

Le terril a été constitué par le dépôt de cendres de combustion de charbon générées par les centrales de Harnes et de Courrières. Les cendres étaient valorisées en travaux publics sous la forme de mélange ternaire (utilisation directe en remblais routiers). Le terril s'étendait sur une superficie de 5 000 m². Le site se trouve dans une zone vouée à l'agriculture, en bordure du canal de Lens. Les habitations les plus proches se situent à 1 000 m environ du site, à Courrières.

SURSCHISTE est l'exploitant du terril depuis 1964.

Suite à la cubature du stock de cendres du terril réalisée en juillet 2013, la quantité de matériaux restants avait été réestimée à 500 000 t sur la zone d'exploitation, ce qui préfigurait une durée d'exploitation de l'ordre de 8 à 10 ans. L'exploitation était sous traitée à l'entreprise STB (émottage et criblage sur site).

Les conditions d'exploitation du site sont régies par l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2007.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- certaines prescriptions sur le thème de la pollution atmosphérique (poussières,...) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2007.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
cessation d'activité	Code de l'environnement article R.512-39-1	-	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'y a plus d'activité de traitement de cendres sur le site de HARNES.

L'exploitant a pris contact avec le bureau d'études BURGEAP pour la réalisation du dossier de cessation d'activité de son site. Il doit toutefois, sous un mois, notifier la cessation d'activité de son site de HARNES au Préfet en indiquant les mesures prises ou prévues ainsi que le calendrier associé. L'attestation de mise en sécurité sera à fournir après le passage de la société BURGEAP sur le site.

2-4) Fiche de constats

Nom du point de contrôle : PC1

Référence réglementaire : Code de l'environnement - article R.512-39-1
Thème(s) : cessation d'activités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article R.512-39-1</u></p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article <u>R. 512-75-1</u>, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article <u>R. 512-35</u>. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article <u>L. 512-6-1</u>, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article <u>R. 512-39</u>.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'Inspection, l'exploitant était présent mais le site n'était plus en exploitation. Il nous a indiqué que le site n'était plus exploité depuis le 17/07/2023.</p> <p>Le site est entièrement clôturé et l'accès au site est fermé par un portail verrouillé.</p> <p>Les piézomètres sont encore présents sur le site ainsi qu'un forage.</p> <p>Vu la présence d'une machine de criblage appartenant à la société sous-traitante.</p> <p>La société SURSCHISTE a fait appel à la société BURGEAP comme entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués afin d'établir l'attestation prévue au III de l'article R.512-39-1.</p> <p>La société BURGEAP doit réaliser une visite du site fin novembre.</p> <p>Le futur usage du site sera un usage de type industriel (la société SAPIMO a succédé à la société EPF comme propriétaire du foncier du site et souhaiterait y installer des panneaux photovoltaïques).</p> <p>L'exploitant a lancé les démarches de réalisation de la cessation d'activités de son site de HARNES conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 (mémoire de réhabilitation et attestations) mais il doit encore, conformément à l'article R.512-39-1, réaliser la notification au Préfet de sa cessation d'activité pour son site de HARNES en indiquant les mesures prises ou prévues ainsi que le calendrier associé. L'attestation de mise en sécurité sera à fournir après le passage de la société BURGEAP sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : -